



This programme is funded by the European Union

Le programme régional Med Culture en quelques mots

MedCulture: Renforcer le secteur culturel dans la région du Sud de la Méditerranéeⁱ

Le programme MedCulture (2014-2018) **adopte une approche participative qui vise à impliquer** les différents bénéficiaires des secteurs privé et public et ceux des industries culturelles & créatives. A travers une série de consultations régulières et la mise en place d'outils d'information et du développement de compétences innovantes, il s'agit de favoriser un travail en partenariat pour:

- **Identifier les priorités** en étudiant les besoins, les défis du secteur culturel actuel et les compétences nécessaires pour y répondre;
- **Définir et mettre en œuvre des plans de travail/ d'actions nécessaires** au développement des politiques culturelles en fonction des priorités des pays partenaires du sud de la Méditerranée. Ces plans d'actions devraient permettre de renforcer les liens entre innovation, évolution technologique et le développement économique, tout en tenant compte des contextes qui évoluent rapidement à l'échelle mondiale;
- **Contribuer** à la conception de politiques et stratégies culturelles cohérentes au niveau des pays et de la région.

Med Culture vient compléter le travail réalisé au cours des initiatives précédentes financées par l'UE tel que Euromed Heritage et Euromed Audiovisuel. Il élargit également le cercle des bénéficiaires puisqu'il est le premier programme qui inclut l'ensemble du secteur culturel au sens large : il concerne les industries culturelles et créatives comme les arts du spectacle, les arts visuels, le stylisme, le patrimoine culturel, les films, les DVD et les vidéos, la télévision et la radio, les jeux vidéo, les nouveaux médias, la musique, les livres et la presse.

Les objectifs du programme :

- Accompagner le processus de développement du secteur culturel dans les pays du sud de la Méditerranée et renforcer les compétences des opérateurs publics et privés suivant leurs priorités;
- Faciliter la mise en réseau des opérateurs culturels et encourager leurs collaborations avec des collègues d'autres pays de la Méditerranée (Sud-Sud et Nord-Sud);
- Rassembler et enrichir la documentation existante dans le domaine culturel de la région et la rendre accessible aux professionnels, aux autorités et au grand public



This programme is funded by the European Union

Les acteurs culturels du sud de la méditerranée ainsi que les décideurs (dans les secteurs privés et public), les législateurs, et les instituts d'éducation concernés, sont invités à prendre part à un voyage de 4 ans dont le programme prévoit des consultations publiques, des processus d'apprentissage mutuel, et des activités de mise en réseau, avec l'objectif d'obtenir des résultats concrets en termes de réformes institutionnelles et structurelles, ainsi que le développement des réseaux régionaux. MedCulture vise aussi à inclure dans ces activités les professionnels du secteur actifs sur l'ensemble des territoires de chaque pays, et à ne pas se limiter aux grandes villes.

L'un des résultats attendus est que ce processus aboutisse à la création d'environnements institutionnel et social favorables à la culture en tant que vecteur du développement économique durable.

MedCulture est géré par une équipe d'appui technique composée de trois principaux experts:

- Chef de file: Christiane Dabdoub Nasser, C.dabdoub-nasser@medculture.eu
- Experte chargée du développement de capacités: Fanny Bouquerel, F.bouquerel@medculture.eu
- Experte chargée de la Communication & du Networking : Suhair Muhye Al Deen, S.muhyealdeen@medculture.eu

Dans le cadre du programme MedCulture, trois projets régionaux recevront également des subventions qu'ils seront chargés de redistribuer via des appels à propositions réguliers pendant les quatre années du programme. Plus d'informations à ce propos seront disponibles au moment du lancement officiel du programme.

¹ Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine, Syrie (coopération temporairement suspendue jusqu'à de nouvelles informations à ce sujet de la part de la Commission européenne) et Tunisie.